Josiane Boulad-Ayoub

Professeure titulaire de philosophie, UQAM
membre de l'Académie des lettres et des sciences humaines de la Société Royale du Canada
Titulaire de la Chaire Unesco au Canada d'étude des fondements philosophiques
de la justice et de la société démocratique

(1997)

“Vive la nation !”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca
Site web: <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"
Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales/

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de l'article de :

Josiane Boulad-Ayoub,
[Professeure titulaire de philosophie, UQAM, et membre de l'Académie des lettres et des sciences humaines de la Société Royale du Canada; Titulaire de la Chaire Unesco au Canada d'étude des fondements philosophiques de la justice et de la société démocratique]

"Vive la nation !".

Un article publié dans la revue Philosophie politique, vol. VIII, n° 8, (avril 1997), Paris, PUF.

[Autorisation formelle accordée, le 6 janvier 2005, par Mme Boulad-Ayoub, de diffuser toutes ses publications. Un grand merci et avec toute notre reconnaissance. JMT.]

Courriel : boulad-ayoub.josiane@uqam.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 31 octobre 2005 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec.

Josiane Boulad-Ayoub,

Professeure titulaire de philosophie, UQAM,
membre de l'Académie des lettres et des sciences humaines
de la Société Royale du Canada
Titulaire de la Chaire Unesco au Canada d'étude des fondements philosophiques
de la justice et de la société démocratique

“Vive la nation” (1998)

Un article publié dans la revue Philosophie politique,
vol. VIII, n° 8, (avril 1997), Paris, PUF.

Table des matières

Introduction

Le discours révolutionnaire de la souveraineté et de l’unité nationale

Le citoyen est né, vit et meurt pour la Patrie

L’institution du Citoyen, enfant de la Patrie

Le grand balai national

VIVE LA NATION !

La Politique et les mœurs se tiennent par la main.
Diderot (*Lettres à Sophie Volland*)

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Le cri de Valmy est exemplaire à bien des égards. Important pour la Révolution nationale aussi bien que pour la généalogie de la révolution politique et sociale avec laquelle son discours coïncide, la force symbolique et idéologique de ce dernier mérite d’être mis en évidence. Goethe, le premier, l’aura souligné. Témoin de l’événement, le poète l’auréole d’une valeur presque mythologique. Le propulsant dans le récit universel comme une des grandes fictions fondatrices de l’âge moderne, ne déclare-t-il pas : « d’ici et d’aujourd’hui, date une époque nouvelle de l’histoire du monde » ? L’unité de la France que consacrait, sur *l’autel de la patrie*, la Fête de la Fédération, le 14 juillet 1790, au Champ-de-Mars, est démontrée maintenant à l’Europe. En même temps que la nation, en même temps que la Révolution, ce sont les citoyens qui triomphent, à la face des rois, cet après-midi décisif du 20 septembre sur le champ de bataille de Valmy.

Dans ce *Vive la Nation* qui fera reculer, le brouillard dissipé, les soldats du duc de Brunswick, dans ce cri de ralliement jailli des gorges enthousiastes des volontaires de 1792, se confondent l’amour d’une loi commune (celle de la nation menacée) et l’amour de la patrie (en danger).

Plus encore, la cause de l'unité et de la souveraineté de la nation que défend le « parti des patriotes » deviendra celle de tous les peuples en lutte contre les princes et les puissants. Dans cette « croisade de la liberté », au mot d'ordre lancé par Condorcet : « Paix aux chaumières, guerre aux châteaux ! » semble répondre, pour la scène extérieure, le célèbre « Guerre aux rois, paix aux nations » du député Merlin de Thionville. Investi d'une mission messianique, le peuple français est alors doublement victorieux, sur le plan physique et sur le plan moral. Il restitue au « genre humain tout entier » le monde arraché à « quelques races de tyrans », et partage avec ses « frères » la liberté qu'il chérit, s'écrie, Robespierre, le soir du 15 frimaire an II, contre la campagne pour la paix intérieure et extérieure.

Comment, par quelle mystérieuse alchimie sociale, ce peuple qui, hier encore, n'était rien, fait-il corps aujourd'hui avec cette idée abstraite, cette idée académique de nation ? Quelles sont les médiations qu'il aura fallu instituer pour que fusionnent le discours de la nation et le discours de la patrie et, de même, pour que les citoyens se reconnaissent dans le peuple ? Pour que les représentations intellectuelles ou sensibles aillent aux pratiques sociales, morales et culturelles, et vice-versa ? Quel est donc le creuset si puissant où achève de s'épanouir le modèle d'unité que propose la République décrétée par la Convention au lendemain de Valmy ? Modèle rendu vivant d'une République une et indivisible qui, s'identifiant dès lors à la nation, offre à tous, étrangers et citoyens français, libres et égaux en droits, cette patrie commune qu'elle signifie et dont elle élargit aussitôt les références à l'échelle universelle ?

Considérer au sens d'un processus dynamique et créateur les articulations qui permettent d'aller des représentations aux pratiques, ouvre à l'analyse culturelle et idéologique de nouvelles perspectives et permet d'esquisser quelques pistes de réponses. Ce processus que nous nommons la mimésis comme régime d'imitation et d'originalité gouvernant les acteurs historiques au sein du discours socio-symbolique commun s'exemplifiera ici à partir d'un fragment central de ce discours, le discours sur la Nation, tel qu'il se développe au moment de la Révolution et dont il reflète l'accélération. C'est bien entre les discours concurrents qui

proposent la réorganisation de la nouvelle donne sociale et les pratiques ou les réceptions diverses, bien souvent discontinues, qui, dans cette reprise et cette effectuation mêmes, inventent, transforment, reformulent ou débordent ce qu'elles répètent et ce qu'elles s'approprient, c'est bien dans cet aller-retour des discours et des pratiques que nous pouvons repérer comment s'établissent les positions des Français d'alors. De même, c'est dans ce que discours et pratiques recouvrent, dans ce qu'ils omettent ou dans ce qu'ils excèdent, que nous pouvons analyser comment, au moyen de quelles stratégies, opérations et manipulations diverses, s'organise la vie sociale de l'époque et se configurent les institutions qui lui sont propres. Aussi nous proposons-nous, pour conclure, de suivre, plus particulièrement, les activités du Comité révolutionnaire d'instruction publique institué par la nouvelle Assemblée Nationale. Nous mettrons l'accent sur les relations qui unissent l'élaboration concertée de l'unité et de l'identité nationales avec les objets nombreux dont s'occupe le Comité, de l'Assemblée Législative au Directoire. Les projets que ses membres réussiront à faire aboutir tout comme ceux qui se heurteront à des difficultés et qu'ils ne parviendront pas à réaliser auront, en fin de compte, contribué, chacun à leur manière, à monter les balises culturelles et symboliques du nouvel espace social en train de se créer et, aussi bien, à « former un nouveau peuple »; autrement dit, ce grand corps social en lequel s'incarnera désormais la Nation-État, la Nation-Patrie.

Le discours révolutionnaire de la souveraineté et de l'unité nationale

[Retour à la table des matières](#)

Dans le discours des Lumières portant sur le thème de la nation se fait jour un chevauchement de significations; plus précisément, une oscillation entre les sens juridique, social, historique du terme au fil des revendications des *Philosophes*, sinon de leurs oppositions mutuelles. En dépit de cela, ou mieux, à cause de ces tensions contraires, les luttes des Encyclopédistes contre le pouvoir absolu, notamment les articles « autorité

politique » de Diderot et « représentants » de d'Holbach, la critique de Rousseau qui part d'une conception différente du régime représentatif, préparent, au double plan polémique et politique, cette coalescence des significations que recouvre la notion révolutionnaire de l'unité et de l'indivisibilité de la nation. Les idéologèmes qu'elle charrie — liberté, égalité, universalité du genre humain/fraternité par le biais de l'association nation-patrie — achèveront de l'implanter dans le champ socio-symbolique des références communes.

Le coup d'envoi est donné, comme on le sait, par Sieyès, à la veille des États-généraux. Son retentissant pamphlet établissant systématiquement la théorie de la suprématie du pouvoir constituant sur tous les autres, appelle au retournement politique fondamental sur lequel se scellera la fortune moderne du concept de nation en même temps que s'instaure le Nouveau Régime de la France. Là où Diderot dans le début des *Observations sur le Nakaz* observait de manière générale qu'il « n'y a point de vrai souverain que la nation », Sieyès se fait beaucoup plus précis. On connaît ses célèbres définitions : « la Nation est un corps d'associés vivant sous une loi commune et représentés par la même législature »; et encore : « la Nation existe avant tout, elle est à l'origine de tout, sa volonté est toujours légale, elle est la loi elle-même ».

Du Serment unificateur du Jeu de Paume et de la Prise de la Bastille, ces grands événements qui ponctuent l'effondrement de l'absolutisme, à la fantasmagorie mais bien réelle Nuit du 4 août qui marque la fin de la superposition des ordres et abolit les distinctions sociales, s'affermir la Révolution de la liberté et de l'égalité. Aucune commune mesure entre l'homme-sujet du régime « despotique » et l'homme-citoyen de la « raison future ». La fracture historique les rend désormais impossibles. Mais c'est dans l'enthousiasme et dans la solidarité que se vit la rupture, et ses acteurs partagent le sentiment général si bien exprimé par Condorcet dès les premières lézardes du vieil édifice social : « un seul instant a mis un siècle de distance entre l'homme du jour et du lendemain ». En cette fin du mois d'août 1789 où la Révolution éprouve la nécessité de se faire maintenant « Texte », pour reprendre l'heureuse for-

mule d'Antoine de Baecque (*L'an I des droits de l'homme*), on s'apprête avec fièvre à retirer les fruits qui en garantiront les joyeuses prémices. Patriotes et modérés discutent le projet où s'enregistrera formellement les principes de la nouvelle « association politique » destinée à remplacer l'Ancien Régime. Sous le règne de la Loi nationale commune et par l'établissement d'une Constitution, entendue non comme l'ouvrage du pouvoir constitué mais du pouvoir constituant, la société sera fondée sur les droits naturels et imprescriptibles de chaque homme : la liberté, l'égalité, la propriété, la sûreté, la résistance à l'oppression. Ainsi le bonheur de tous sera véritablement assuré.

Les critiques, les commentaires, les explications se multiplient autour *des* Déclarations de droits. Le débat qui rapidement s'embrase reprend les principaux éléments du discours de l'heure. Il précipite l'émergence du concept de nation tel que Sieyès l'augurait en l'articulant aux philosophèmes les plus marquants du siècle. Une constante se dégage en dépit des divergences : les orateurs, les auteurs ou les promoteurs des différents projets, tous se sont employés à mettre décidément fin à cette idée ancienne que les droits de la nation ne sont pas séparés du monarque. Positivement exprimée, ce qui se fait jour est l'idée d'une Nation-État — idée qui, par son caractère ambigu, n'est pas très éloignée de celle que nous nous en faisons encore aujourd'hui, hésitants entre la reconnaissance de critères objectifs et l'adhésion à un idéal pour en définir la nature. À la conclusion du débat, le texte final se révèle, sans surprises, être un compromis. Néanmoins, ses principaux auteurs, Mirabeau et Sieyès, sont parvenus à mettre clairement en évidence deux points cruciaux dans la construction du concept révolutionnaire de nation : la souveraineté essentielle de celle-ci et sa position comme une entité juridique à laquelle la volonté générale, expression de la loi, donne son unité. Encore proche de la discussion philosophique pré-révolutionnaire sur les formes politiques de la représentation, la Déclaration de 1789 s'axe nettement sur la répartition des pouvoirs et leur délégation. Ce sont les « représentants du peuple français » qui promulguent la Déclaration de 1789 et qui concourent à la formation de la loi; la première Constitution, celle de 91, dont elle est

le préambule, laissera au roi, devenu roi des Français, un droit de veto tout en prévoyant un régime de suffrage censitaire.

Les dix-sept articles de cette « déclaration solennelle » expriment au plus près le « credo du nouvel âge », comme dira Michelet : le transfert de souveraineté du prince à la nation, le renouvellement du lien social par l'avènement de l'État de droit, enfin la constitution d'un grand « corps social » dont les membres sont compris comme citoyens. Ceux-ci formeront le nouveau peuple français, sans distinction individuelle plus précise; la métaphore organique l'indique assez qui ne veut aucune distance entre la nation et l'ensemble de ses parties. Mais les droits, les pouvoirs du citoyen ne peuvent s'aligner sur ceux du souverain qu'en vertu de cet être moral qui leur est commun et pourtant qui les dépasse, la nation : « Le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la nation, nul corps, nul individu ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément » (article III). Les « droits de la nation », l'expression est de Godechot, sont alors énumérés et viennent préciser les pouvoirs de ses membres-citoyens. L'article VI relie à l'idée fondamentale de la souveraineté et de l'unité de la nation, celle de la souveraineté de la loi en même temps que le droit pour tous les citoyens, « ou par leurs représentants », de contribuer à l'expression de la volonté générale. L'Assemblée nationale, à son tour, garantit le droit des citoyens d'être jugés selon la loi, la même pour tous, et selon la nouvelle organisation de la justice et des procédures criminelles (art. VII, VIII, IX). C'est aussi à partir du *Contrat social* et de la théorisation de la volonté générale, mais d'une théorisation jugée réductrice par les tenants du suffrage universel, tel Robespierre, que se justifiera le suffrage censitaire organisé par la Constitution de 1791, mode par lequel sont élus les députés à l'Assemblée Législative.

L'articulation entre le droit de représentation et la délégation du pouvoir législatif à une Assemblée nationale unique, l'interrelation de la souveraineté nationale et celle de la loi, peuvent être modélisées à partir de la distinction de deux paliers épistémiques sous-jacents à la conceptualisation de la représentation et à sa légitimation par la théorie de la volonté générale. Le premier palier est fondamental : premier au sens logi-

que et ontologique du terme. À ce niveau, il y a équivalence d'être entre nation et peuple. Ces deux entités forment une réalité unitaire dont elles constituent deux états distincts. Chacun de ces états peut se laisser apercevoir comme se représentant réciproquement, et, comme représentant, chacun, la même réalité symbolique car ils ont même valeur, ontologique et transcendante. C'est en ce sens que la nation et le peuple sont souverains. Le second palier est dynamique : les référents symboliques et les référents sociaux de la réalité historique ont l'un sur l'autre des effets de retour et d'auto-régulation. La loi est alors transcendante et souveraine, une expression de la volonté nationale, c'est-à-dire le produit discursif de la volonté des citoyens rassemblés ou des représentants que ces citoyens se sont librement choisis. Pour prendre un autre vocabulaire, nous sommes devant un système de rétroaction dont les sous-systèmes renvoient l'un à l'autre. La volonté générale se situe à l'interface des référents symboliques (les composantes du sous-système symbolique) et des référents sociaux (les composantes du sous-système social); elle se définit comme fonction de relation. Son action se laisse apercevoir sous trois aspects interdépendants : 1/ une jonction; 2/ une permutation; 3/ un transfert. C'est ainsi, par exemple, que « Assemblée », « citoyens », « citoyens-représentants », « loi » échangent leurs indices respectifs de valeurs (unicité, souveraineté) avec « nation », « peuple », ou avec d'autres référents symboliques ou sociaux susceptibles de s'ajouter, de s'associer, de se combiner avec l'une ou l'autre série, en l'occurrence, « patrie », « état », « république », « corps social »; ou encore de glisser alternativement d'un sous-système à l'autre : « la loi » / « les lois » est ici une de ces entités émergentes-type socio-symboliques.

Aux articles de la Déclaration qui déterminent le champ de l'autorité nationale et aux mises en relation qui la légitiment, s'ajoutent (articles XII, XIII, XIV, XV, XVI) les combinaisons corollaires qu'entraîne l'établissement des institutions révolutionnaires. Surtout, importante à relever, cette implication progressive du concept de gouvernement par le concept de nation à travers l'interaction entre ce qui est décidé par les pouvoirs d'ordre législatif et ce qui est mis en place par les pouvoirs d'ordre exécutif. C'est au moyen de ces dispositifs (dont bientôt les Co-

mités relevant de l'Assemblée Nationale, notamment le Comité d'Instruction publique) nécessaires à l'exercice mais aussi à l'auto-contrôle du système de gouvernement que la Nation s'effectue en État : la force publique, l'imposition également répartie, librement consentie et administrée par les citoyens ou par leurs représentants, la faculté d'exiger de tout agent public le compte de son administration. L'article XVI en situant nettement au principe même de toute société la garantie constitutionnelle des droits et de la séparation des pouvoirs, identifie l'avènement de l'État de droit à l'acte de naissance de la nation. La Nation révolutionnaire est bien en même temps État (de droit) et gouvernement. Le déportement ultérieur de tous les attributs de la Nation vers la République, sa nouvelle incarnation politique, juridique et gouvernementale, en sera facilité d'autant. Les conditions de possibilité sont réunies mais elles ne sont encore que suffisantes. Elles ne deviendront nécessaires, sur le plan logique tout au moins, qu'avec l'institution par la Convention de la République et du suffrage universel. Le poids historique des faits et des événements, le caractère définitif que leur confère la conjoncture achèveront de lester l'élaboration discursive de la notion et de la nouer à celle de « peuple français ».

Les fils de la théorie de la nation et de la théorie de la représentation s'entrecroisent dans la Déclaration républicaine de 1793. Celle-ci est votée le 23 juin par la Convention nationale où la Montagne est devenue majoritaire par la chute des Girondins. L'évolution de la situation politique, l'exploitation symbolique et idéologique de sa radicalisation favorisent le développement du concept de nation tout en permettant aux processus socio-discursifs d'avancer d'un nouveau pas. Il y a maintenant près d'un an que la royauté a été abolie. La République a été proclamée le 22 septembre, au lendemain donc de la première séance publique de la Convention qui avait été convoquée pour rédiger une nouvelle constitution. Le 25, sur proposition de Couthon, la Convention adopte la célèbre formule : « La République française est une et indivisible ». Elle venait remplacer la formule des débuts de la Révolution : « Une nation, une loi, un roi » devenue évidemment caduque. La nation renvoyant à la République, c'est elle, mieux, la Convention qui, directement, la représente et

qui fait une avec le peuple. Dans la Constitution de 93, la Convention, élu au suffrage universel, forme le corps législatif, gouvernant par décrets tandis que les lois sont toutes soumises à référendum par le peuple. Tels sont les moyens qu'ont prévu Saint-Just et Hérault de Séchelles, les principaux rédacteurs du projet, afin de vérifier si la loi est bien l'expression de la volonté générale. En 89, l'autorité du monarque a été transférée à celle de la nation et, ensemble, à la loi comme expression de la « volonté commune représentative », mais, en 93, la souveraineté nationale se déplace vers le peuple qui ne la délègue à aucun représentant. La loi et le roi, deuxième et troisième termes de la formule constitutionnelle de 91, n'ont plus qu'à tomber, tel un fruit mûr : du point de vue métaphysique et politique, ils se révèlent inadéquats; du point de vue logique, ils sont tout simplement redondants. La Convention entière représentant le peuple souverain a légalement condamné le roi après un procès en règle et le vote pris à la majorité; significativement, il y aura à peine quelques appels à la grâce au moment de l'exécution. Sur la place de la Révolution, ci-devant Louis XV, quand cesse le roulement de tambours, devant la tête que montre le bourreau on entendra davantage crier « Vive la nation » ou même « Vive la République ». Ce changement transmuait, par la sanction du fait même, la Nation en État démocratique. La République est entérinée formellement par la Constitution de l'an I. Elle ne put jamais être appliquée à cause « des circonstances orageuses et mobiles où se trouvait la République », déclarait Saint-Just le 10 octobre 1793. Les conventionnels décrétant, la même séance, que le « gouvernement provisoire de la France serait révolutionnaire jusqu'à la paix », durcissait en réalité la situation : de l'État-Nation (la République) on passait, en pratique, à l'État-gouvernement unique.

La comparaison des Déclarations et Constitutions respectives de 89-91 et de 93, permet d'inférer les différentes accentuations que reçoit le concept de nation, et avec elles, les valeurs symboliques de liberté et d'égalité dont les diverses effectuations comme droits et dispositions constitutionnelles chargent idéologiquement ses déterminations principales : l'unité et la souveraineté; le principe actif demeurant l'expression ou les modes d'expression de la volonté du peuple. En 89, la Nation se subs-

tituait au roi et l'unité du corps social s'incarnait dans une Assemblée nationale unique constituée des représentants du peuple français (Constitution de 91). La liberté des citoyens est définie et limitée par la loi qu'ils se sont eux-mêmes donnée; plus précisément, par le vote des représentants de cette volonté générale. L'abolition des ordres assure l'égalité de tous les citoyens et la disposition qui prévoit un vote par tête et non par ordre, l'égalité des représentants. L'unité de la nation et sa souveraineté sont celles du pouvoir législatif tandis que le peuple composé de citoyens libres et égaux en droits ne coïncide que par une de ses fractions (les représentants élus au suffrage censitaire) avec la nation qu'il incorpore. En 92, la Nation s'identifie à l'État, c'est-à-dire à la République une et indivisible proclamée ensuite par la Convention. Celle-ci, contrairement à la Législative, a été élue au suffrage universel et forme le centre unique de l'impulsion du gouvernement. Cette unicité du législatif et de l'exécutif se fait plus marquante en 93 car, depuis la chute des Girondins, les Jacobins sont largement majoritaires à l'Assemblée et dans les comités de l'Assemblée. La République, et plus exactement la République jacobine, prétend alors tenir directement du peuple, son unité et son indivisibilité; les mêmes déterminations s'appliquant à sa souveraineté. Le peuple est assuré d'une relation ontologique directe, établie par le suffrage universel, avec la nation-République. Aussi l'article II de la Déclaration de 93 place-t-il l'égalité avant la liberté; l'égalité apparaissant comme la conquête de la parole politique pour tous les citoyens. L'article XXV transfère sur le peuple la souveraineté nationale et définit en même temps les caractères du corps social : la souveraineté est une et indivisible sur le modèle de la République, imprescriptible et inaliénable comme la liberté et l'égalité de ses membres, le peuple français. La garantie sociale qui repose sur la souveraineté nationale (art. XXIII) est l'œuvre de « tous pour assurer à chacun la jouissance et la conservation de ses droits ». On mise sur la fraternité, sur les « doux liens » qu'elle instaure, pour cimenter la République. Si, enfin, par un funeste hasard, le gouvernement usurpe la souveraineté du peuple, celui-ci a le devoir de s'insurger (art. XXXV et dernier). C'est « pour le peuple et pour chaque partie du peuple, le plus sacré et le plus indispensable des devoirs » : refermer la cas-

sure, préserver la souveraineté nationale et restaurer, fût-ce par la violence, l'intégrité de la communauté sociale.

Il n'est donc guère étonnant de retrouver l'accent mis sur l'unité nationale par la Déclaration de 89, non seulement conservé par la Déclaration de 93, mais bien plus puissamment fortifié par la conception moniste, républicaine, populaire et partisane, de la nation qu'impose le discours Jacobin. Le peuple français, dans la Déclaration de 93, agit comme le pendant-miroir de l'unité et de l'indivisibilité de la réalité républicaine. Les décisions du peuple-en-république, imprescriptible et inaliénable dépositaire de la souveraineté nationale, se légitiment à travers le circuit de références socio-symboliques qui font se renvoyer en abîme les représentations : la nation, l'état, la république, le gouvernement. Le préambule marque bien ce désir de coïncidence parfaite entre l'action de « tous » et de « chacun », ce recouvrement exact de chaque partie du peuple par l'autre dans le grand tout social, ce renoncement des volontés particulières au profit de la volonté générale. En 93, c'est le « peuple français », et non plus ses représentants comme dans la Déclaration de 89, qui « expose » solennellement les « droits sacrés et inaliénables » de l'homme et du citoyen.

Après la chute de Robespierre et la conspiration thermidorienne qu'on pourrait à la limite interpréter comme une application de l'article XXXV de la Déclaration de 93, la Convention adopte en 95 une nouvelle Déclaration. Celle-ci en réaction contre la Terreur et le « despotisme » de la Montagne, opère un retour à la Déclaration de 89, et l'égalité reprend sa place après la liberté. De même, la Constitution de l'an III, la plus longue et la dernière de la I^{re} République, puisque celle de l'an XII en signera l'acte de décès, abandonne à nouveau le suffrage universel et la Chambre unique par peur de cette « dictature » où, juge-t-on, s'est égarée à la fin la Convention. La Constitution gèle, en fait, le débat sur la représentation. La nation formée par le droit naturel et le gouvernement par le droit positif doivent se prêter un mutuel appui. La nation fait de la volonté générale la seule légalité, c'est ce qui donne valeur au dispositif constitutionnel. La représentation s'avérant le principe de la constitution étatique, ce n'est

pas, réaffirme-t-on, la volonté *réelle* commune à la nation qui agit, mais une volonté commune représentative. Le représentant est un élu de la nation entière, et sa voix, comme député, est celle de la Nation-État. Ce n'est qu'en ce sens que sa volonté législative autonome est capable d'exprimer la volonté générale d'un peuple (entendu comme « l'universalité des citoyens » – art. XVII de la Déclaration) dont la souveraineté demeure une et indivisible.

La Déclaration qui accompagne la Constitution de 95 maintient dans son très bref préambule, mais non dans les articles qui suivent, l'appellation de « peuple français », le vocabulaire républicain devenu sans doute irréversible. Abandonnant le rêve jacobin teinté de rousseauisme de la démocratie directe, de l'égalité, de la transparence et de l'unité absolues, les Thermidoriens reviennent à l'idée de délégation. Le citoyen remet aux « représentants du peuple » le pouvoir législatif (art. XX). L'expression de la volonté générale est confiée à « la *majorité* ou des citoyens ou de leurs représentants » (art. VI), précision-restriction nouvelle. Quant au « peuple », il repasse plus nettement que jamais à l'état d'universel abstrait, si on peut dire, avant la lettre. La définition moins diluée du citoyen que donne l'article 8 de la Constitution est plus révélatrice; de ce qu'on ne veut plus, car on s'en méfie, et, à la fois, de ce que l'on souhaite : dépasser le lyrisme de 89 et les ébranlements de 93. Le citoyen est maintenant le citoyen-propriétaire, un notable engoncé dans sa respectabilité, bien loin de la représentation collective du citoyen-patriote, celle de la Législative, et du sans-culotte de la Convention jacobine. Boissy d'Anglas résume, dans son rapport, la politique sociale des Thermidoriens : « Un pays gouverné par les propriétaires est dans l'ordre social, celui où les non-propriétaires gouvernent est dans l'état de nature ». La Déclaration de 95 vise d'abord l'ordre qui devient la nouvelle idée neuve de la Révolution. Disparaissent, à son profit, ce « bonheur de tous » (préambule de la Déclaration de 89) et, surtout, ce « bonheur commun » qu'assignait comme but de la société, l'article premier de la Déclaration de 93.

L'infléchissement voulu de la signification du citoyen vers ce « bon sujet », vers le sage rôle qu'on voudrait lui voir jouer, la séparation très rigide des pouvoirs qui était organisée dans la Constitution de 1795, tout cela reflète bien la position de ses rédacteurs, d'anciens partisans de la Gironde comme l'Idéologue Daunou et des modérés comme Boissy d'Anglas, son rapporteur. Les dispositions qu'ils aménagent, y compris celles qui rendent impossibles les modifications à la Constitution, indiquent qu'ils ont cherché une voie moyenne pour se prémunir contre tous les types de périls; contre ceux que peuvent représenter la droite et des réformes allant dans le sens d'une restauration monarchique, ou contre une gauche trop radicale guettant l'occasion de regagner une nouvelle hégémonie. Ce sera bien du reste l'attitude qui dominera dans le (premier) Directoire, issu de la Constitution de 95. L'article XVIII de la Déclaration de 95, caractéristique à cet égard de la prudence des conventionnels post-thermidoriens, interdit à un individu quelconque ou à « une réunion partielle des citoyens » de « s'attribuer la souveraineté », et confirme par la négative l'article précédent qui fait résider la souveraineté nationale dans « l'universalité des citoyens » (art. XVII). Pour la première fois, cependant, apparaît expressément souligné le terme de patrie, à l'intérieur d'un code de devoirs : innovation dictée partie par un souci didactique, partie par le moralisme ambiant devant le relâchement des mœurs. Il s'agit de l'article IX, placé à la toute fin de la série des préceptes précédents, annonceurs des thèmes de la morale civique (famille, obéissance aux lois, travail, propriété, ordre social) qui allait s'épanouir au XIX^e siècle. Il est enjoint au citoyen de donner : « ses services à la patrie et au maintien de liberté, de l'égalité et de la propriété, toutes les fois que la loi l'appelle à les défendre ». Mais c'est peut-être qu'une autre valeur, la fraternité, moins périlleuse que la liberté et l'égalité, plus neutre politiquement, et surtout plus aisée à exploiter quand il s'agit de raviver le sentiment d'unité et de cohésion sociale, reprend de la vivacité. *Le Réveil du peuple*, par exemple, est chanté partout et associe à « peuple » le terme de « frères », l'incitant en cette qualité à lutter contre le jacobinisme : « Peuple français, peuple de frères/Peux-tu voir sans frémir d'horreur/Le crime arborer les bannières/Du carnage et de la Terreur ? »

Que gagne le concept révolutionnaire de nation de la première Déclaration à la dernière ? Ce qu'il perd en extension le reprend-il en compréhension, et réciproquement ? Il semble qu'une fois encore le sémantique et le logique doivent, en matière historique, le céder au politique et à l'idéologique. Y-a-t-il eu au reste vraiment transformation ? Le concept de nation, principe de toute souveraineté, n'était-il pas, dès 89, gros déjà de toutes les déterminations qui se sont développées par la suite ? L'univocité du terme est trompeuse; nous avons affaire à un concept dynamique que sa force équivoque transforme en une des principales matrices du discours révolutionnaire. Les entrées conceptuelles multiples se situent au carrefour des pôles d'attraction respectifs des référents sociaux et des référents symboliques prévalant pendant cette période. Au cours des luttes et des tensions diverses à travers lesquelles se construit le discours révolutionnaire de la nation, ses « metteurs en scène », ses créateurs, ses manipulateurs, ses détracteurs ou ses partisans, sélectionnent les associations conceptuelles et les relations idéologiques selon ce qui leur apparaît le plus opportun pour le triomphe de la représentation particulière ainsi mise en relief et pour le succès de son action. Aussi le concept de « nation », ce qu'il recouvre, se précise-t-il, s'aiguise-t-il, ou au contraire, perd-il de sa puissance et s'effrite-t-il en fonction de la conjoncture où il évolue et des interprétations conflictuelles données à la volonté générale. Tantôt l'une ou l'autre de ses déterminations ou de ses associations (peuple français, patrie, république, état, société...), tantôt une chaîne précise de ses implications (représentation, citoyens, loi, droits, gouvernement, suffrage universel, suffrage censitaire, intérêt public...) sont prises comme enjeu symbolique et support idéologique par les acteurs historiques. Les combinaisons et les recombinaisons des constellations symboliques-idéologiques suivent la fortune des pratiques sociales d'ensemble; et, inversement, celles-ci font varier celles-là, les enrichissant ou les réduisant sous l'action des forces qui se contrecarrent, des tendances et des groupes se disputant le pouvoir. Par ailleurs, on ne sous-estimera pas l'influence de Sieyès, le principal artisan de la théorie révolutionnaire de la nation et de la représentation. C'est l'une des rares personnalités politiques qui accompagne la Révolution du début à la fin — à laquelle il contribue, soit dit en passant, bien que Brumaire se révélera

pour lui un marché de dupes. Souvent occupant des postes en vue, il est toujours actif en coulisses; « la taupe de la Révolution », l'appelait Robespierre qui se méfiait à juste titre de ses machinations.

L'élaboration de la souveraineté nationale engage la question décisive de la représentation. Elle se complique de la discussion non pas tant de la notion de peuple *per se* mais du sens à donner à la volonté générale lorsqu'il lui faut fixer la position active ou passive du citoyen dans sa relation à l'exercice de la souveraineté. Plus concrètement, le problème se ramène à l'organisation du suffrage censitaire ou du suffrage universel. Dans le premier cas, on choisit de réserver la parole politique à une élite; c'est le parti que prend la Législative et la Convention thermidorienne. Dans le deuxième cas, on élargit le champ à tous les citoyens comme l'aurait voulu, en principe, la Convention jacobine. Dans les deux cas, la rationalisation par l'intérêt public, l'intérêt commun, l'intérêt universel permet au discours révolutionnaire de la nation de se masquer à lui-même l'illusion métaphysique fondamentale, celle commune peut-être au politique tout entier : prendre les mots pour les choses ou, ce qui revient au même, les choses pour les mots. L'absence devenant la présence et la présence absence permettent après tout au grand balai national de fonctionner; et, ensemble, avec la liberté, l'égalité et la fraternité des citoyens, à la volonté de la nation d'exister. Que celle-ci soit donnée comme universelle, commune, générale ou représentative, le fantasme s'il est avouable devient du coup discutable, la réalité de son jeu demeurant indécidable. Même le subtil Barnave ne s'en tire pas, lui qui avait osé dire sans fards, dès les débuts de la Révolution : « La qualité d'électeur n'est qu'une fonction publique à laquelle personne n'a droit et que la société [mais à qui au juste celle-ci renvoie-t-elle ?] dispense ainsi que le présente son intérêt [mais celui-ci comment et qui exactement le déterminera ?] ». Bentham, disciple sur ce point des Idéologues, et l'utilitarisme juridique des anglo-saxons qui traîne, déjà, à longueur de page dans les *Procès-verbaux* du Comité révolutionnaire d'instruction publique, ne sont plus très loin !

Le citoyen est né, vit et meurt pour la Patrie

[Retour à la table des matières](#)

La nation révolutionnaire au fur et à mesure qu'elle se précise comme entité juridico-politique perd de sa globalité quasi mystique; au fur et à mesure aussi que la liberté (de ses citoyens), dans sa fonction d'idéologème, s'enrobe de connotations politiques plus générales, plus diffuses, en se faisant opposer à l'égalité, beaucoup plus polémique et infiniment plus menaçante, surtout quand se profile derrière celle-ci l'ombre de la guillotine et de la Terreur. Sous la République, précisément, un autre terme, la patrie, soutenu davantage par les idéologèmes de la fraternité et de liberté que par l'égalité, se rapprochera plus étroitement de « nation ». Plus ancienne au reste que cette notion, « patrie » a cheminé, de façon assez floue tout au long du siècle, évoquant l'amour du pays, tel qu'il a été idéalisé dans l'histoire ancienne, plus particulièrement celle de Rome. Les significations s'interpénètrent si bien que « patrie » par le biais de ses connotations affectives et idéologiques, mobilisatrices et unificatrices, vient suppléer avec succès aux déficiences symboliques encourues, sur le plan politique, par les effets du signifié nation, bien trop abstrait *stricto sensu*. L'association patrie-nation élargira suffisamment en retour le dernier terme pour faire regagner au signifiant la charge symbolique et, surtout, idéologique, gage de son efficacité culturelle et sociale dans le discours révolutionnaire de la souveraineté et de l'unité nationale.

Avec la Déclaration de 1789 et la Constitution de 1991, la notion de nation est arrachée au vieux contexte socio-géographique pour devenir un concept de droit public auquel s'associent les valeurs démocratiques de liberté et d'égalité. L'article de *l'Encyclopédie* notait déjà qu'« on ne peut concevoir de patrie sous le joug du despotisme ». Mais le concept révolutionnaire connote aussi indissociablement l'idée de communauté nationale à laquelle il faut l'unité de volonté, et avec elle la valeur de fra-

ternité. On sent alors le besoin de se tourner vers un lieu plus symbolique qui donne chair au discours de l'unité, de la communauté et de la solidarité nationales. L'association de patrie à nation, où se précipitent de façon plus apparentes les cristallisations sémantiques que fixent progressivement les pratiques, révèle de façon plus directement sensible peut-être les besoins symboliques des citoyens qui s'enlèvent à l'horizon de la République une et indivisible et de l'exigence du bien commun. Relégué au second plan par le débat sur la nation au début de la Révolution, le mot de patrie resurgit quand la terre natale est menacée par l'Étranger, précisément en avril 92. La Législative, pour répondre au Manifeste de Brunswick, déclare non pas la nation mais bien « la patrie en danger ». Le décret est lu dans les rues tandis que sur les estrades sont reçus les enrôlements des volontaires; plus de quinze mille engagements, semble-t-il, rien qu'à Paris. Il est tout de suite ordonné que dans chaque commune s'élèvent des « autels de la patrie » avec l'inscription : « Le citoyen est né, vit et meurt pour la Patrie » pendant que *La Marseillaise* exalte « l'amour sacré de la patrie ». En fait, la distinction entre nation et patrie recoupe la distinction entre l'ordre ontologique et l'ordre normatif : la nation est ce qui est alors que la patrie est ce qui doit être, comme a fait remarquer Michel Delon. On ajoute ainsi au constat une affirmation des valeurs et un engagement. La désignation de la nation comme patrie profite, pour ainsi dire, de la prégnance symbolique plus riche et de la signification immédiatement plus concrète pour chacun de patrie, davantage un sentiment qu'une idée. On se rappellera plus facilement que les célèbres discours qui ont fait sa gloire d'orateur révolutionnaire, l'apostrophe de Danton : « on n'emporte pas la patrie à la semelle de ses chaussures »; elle parle au cœur et elle émeut, emportant le jugement. Le froid Robespierre lui-même préfère spontanément évoquer la patrie plutôt que la nation au moment de justifier son vote pour la condamnation à mort de Louis XVI : « Il faut que Louis meurt pour que la Patrie vive ».

Patrie se rapproche de nation par le biais aussi de l'idée d'utilité commune ou publique. Les citations ou les récompenses civiques, proclament, au nom de la République française une et indivisible, que tel citoyen ou que telle citoyenne « a bien mérité de la patrie ». De même,

l'aspect politico-moral s'introduit par les souvenirs classiques communs de la classe politique d'alors dont l'imaginaire est imprégné des faits et gestes des hommes illustres de l'Antiquité. Les tableaux de David, les pièces de théâtre qui se multiplient célébrant Brutus et autres farouches républicains, les hymnes, les chants, les cérémonies, les fêtes nationales, les chansons populaires, les recueils des actions héroïques des citoyens qu'a charge de préparer le Comité d'Instruction publique sous la Convention, tout, de l'architecture, monuments et places publiques, jusqu'aux estampes, les cartes à jouer, les jeux de l'oie, la porcelaine, est là pour raconter la vertueuse république romaine et inspirer les pratiques révolutionnaires du peuple régénéré. L'amour de la patrie renvoie alors à l'amour des lois de la République, et incite à sacrifier au bonheur public. Les « patriotes » naissent aussi vite que se multiplient les états de crise, morales ou politiques, dans la vie publique. L'amour de la patrie devient cette vertu politique par laquelle on consent librement à s'effacer comme individu devant la communauté et à préférer l'intérêt public au sien propre.

En sous-main, les références philosophiques sont Voltaire et Rousseau dont les différends à propos de la signification de patrie sont relayés sur la scène de l'Assemblée nationale, parfois à contre-sens mais toujours en recoupant la distinction entre universalisme et cosmopolitisme — « le citoyen de l'univers », façon Voltaire — et ce « caractère national » qu'il faut prendre soin de former, selon Rousseau. La querelle Voltaire-Rousseau fait ressortir les valeurs attachées respectivement aux deux termes mais que les hommes de la Révolution articulent les unes aux autres dans la recherche de l'identité nationale. Voltaire critique la notion de patriotisme (*Dictionnaire philosophique*) car elle limite l'universalité du genre humain au profit de l'égoïsme national. Nation est opposée à patrie car celle-ci est partout où l'on se trouve bien; c'est ainsi que l'idée de patrie se lie chez lui avec l'idée de liberté. *L'Encyclopédie* est d'accord sur ce point. L'article « patrie » de Jaucourt soutient : le patriotisme véritable ne peut se trouver que dans les pays où les citoyens libres et gouvernés par des lois équitables se trouvent heureux. De manière révélatrice, l'article « nation » est très bref et renvoie à l'article « patrie »;

de même l'important article « représentants », exposé par d'Holbach de la thèse politique des Encyclopédistes sur ce point crucial de leurs revendications, renvoie à « patrie » et agit de la sorte comme complément de leur pensée. Pour Rousseau, en revanche, qui rejette l'abstraction philosophique de l'amour du genre humain et la dispersion cosmopolitique, le serment civique importe davantage pour formaliser dans les pratiques l'attachement du citoyen. On le voit développer cette thèse dans les *Considérations sur le gouvernement de Pologne* ainsi que dans le *Projet de Constitution pour la Corse*.

Robespierre critiquant la vision qui borne les limites de la patrie à la terre où l'on est né, parle de patrie dans les termes des Philosophes contre lesquels s'élève Rousseau alors qu'il n'est pas de jacobin plus purement rousseauiste que lui. Danton, de son côté, lui oppose la nation mais de la façon dont Rousseau évoquait la patrie. Robespierre fait grief, par exemple, à l'esprit de la Déclaration de 93, au moyen d'un argument frappé au coin de l'idéologie universaliste des Lumières. On dirait, remarque-t-il, qu'elle « est faite pour un troupeau parqué sur un coin du globe et non pour une immense famille à laquelle la nature a donné terre pour domaine et séjour ». Pour Robespierre comme pour les Philosophes la nation s'entend davantage comme la patrie du genre humain. L'article XXXIII de son propre projet de Déclaration est cohérent avec cette représentation, qui énonce : « Les hommes de tous les pays sont frères et les différents peuples doivent s'entraider selon leur pouvoir, comme les citoyens du même État ». Au nom d'une idée de la nation à la fois plus liée à ses racines objectives et au programme politique que le pays défend, Danton rétorque, se moquant de Robespierre : « Laissons aux philosophes l'humanité; nous ne sommes pas les représentants du genre humain. J'aime les hommes libres mais j'aime plus les hommes libres de la France ». Les connotations finissent cependant par s'amalgamer si bien que « patrie » entraîne vers la fin de la Révolution des associations plus abstraites ou plus intellectuelles empruntées à « nation », celle-ci, à son tour, recueillant beaucoup du sentiment (« sacré ») du patriotisme. Ce n'est qu'au tournant du siècle que l'on glissera de patriotisme jusqu'à un mot, « nationalisme », que les hommes du XVIII^e siècle ignoraient mais

que pourtant il devait porter en germe. L'*Encyclopédie*, on le sait, omet l'article « nationalisme » dont l'idée apparaît pour la première fois en 1798 sous la plume de l'abbé Baruel sous une forme péjorative. Celui-ci, en l'avançant, entend stigmatiser le programme politique et des Philosophes des Lumières et des Révolutionnaires; du coup, il dévoile à quel degré les assimilations entre les deux discours ont été poussées.

L'intrication des significations, bien qu'elles ne se recouvrirent jamais complètement, débute de façon plus marquée dès que la représentation politique fera partie des prérogatives de la nation, libérant en quelque sorte « la patrie » de la charge de cette revendication. Les échanges se tissent d'abord à un niveau plus économique que politique. Ce registre, pré-révolutionnaire à ses débuts, se retrouvera aussi à la fin de la Révolution. Les Physiocrates, par exemple, usent volontiers de l'adjectif national. La consommation est ainsi nationale comme le commerce et nationaux les commerçants. Ce sont les qualités du citoyenpropriétaire qui se font déjà jour. Le retour s'engage vers le politique par un intermédiaire idéologique, la liberté, qui se trouve aussi bien revendiquée et propagée par le « parti philosophique » que par Rousseau. La patrie est un lieu que le discours commun rend synonyme de liberté et le « patriote », l'homme éclairé, s'identifie à l'homme révolutionnaire, le partisan des idées nouvelles tels qu'apparaissent dès la convocation des États-généraux, les Condorcet, les Sieyès, les Mirabeau, les La Fayette. L'universalité des Philosophes est de même réinvestie pour se relier à la patrie, cette fois, par l'intermédiaire de la grande fraternité du genre humain et de l'égalité de ses membres. Les citoyens sont frères sans autre distinction sociale entre eux que l'appartenance à cet ordre naturel, qui n'est ni celui de la noblesse, ni celui de la religion, ni celui de la couleur. Un journal de l'époque, *Le Patriote français* de Brissot tire son nom de cette idée que l'on se fait du patriote : un citoyen qui s'engage pour la cause universelle du combat pour la liberté. Risquons l'hypothèse : de l'humanité philosophique on passe à la fraternité et à l'égalité révolutionnaire, et de là à la patrie-communauté nationale. Le citoyen se retourne sur soi et s'éprouve sujet français. On se sent uni par les *doux liens de la fraternité*, dans la fête, et, pendant la guerre, on se lève pour défendre la France jusqu'au

ralliement de la paix : « le gouvernement provisoire de la France sera révolutionnaire jusqu'à la paix », décrète la Convention, le 10 octobre 1793. Pour répondre à des dangers nouveaux et pressants qui menacent à l'intérieur comme à l'extérieur, le peuple français, ne faut-il pas, pour le gouvernement révolutionnaire qui leur doit la « protection nationale », « organiser le despotisme de la liberté » ? C'est le célèbre discours que Robespierre prononce en décembre 1794, dont il reprend les thèmes en février, et où il oppose l'ordre constitutionnel universaliste et révolutionnaire à l'ordre uniforme égoïste qui protège les tyrans et attente aux lois comme à la liberté du peuple. Le patriotisme est à la lettre un sentiment national avec ce qu'il comporte d'attraits et de séduction : l'unité de la nation s'intériorise pour chacun et se conforte du sentiment d'identité nationale. Le processus par lequel patrie se confond à nation et nation renvoie à patrie n'est alors pas autre chose que le legs pédagogique et éducatif des institutions révolutionnaires : un lent travail sur la culture et les mœurs, tour à tour structuré par la politique et structurant celle-ci; l'obligation se fonde sur le bien commun pendant que le « peuple français » se transforme en point d'ancrage pour les citoyens. L'unité et l'indivisibilité nationale peuvent alors se rabattre l'une sur l'autre et fusionner dans l'identité nationale.

L'institution du Citoyen, enfant de la Patrie

[Retour à la table des matières](#)

Pour la plus grande gloire de la Révolution, les hommes politiques s'attachent à réduire les balancements entre patrie-nation et nation-état et à relier plus étroitement les faits et les valeurs. Les préambules de 89 et de 93 expriment tous deux l'espérance pédagogique que représente d'elle-même la Déclaration tandis que la section « devoirs » de la Déclaration de 95 voudrait en codifier l'explication-application. Les institutions créées par l'Assemblée Nationale, et au premier chef, ses nombreux Comités, orchestreront de façon délibérée des pratiques plus précises. Les dispositifs que les Comités mettent en place après avoir été proposés à

l'examen et à la sanction du « peuple français » — par exemple, la Constitution, l'instruction publique, le système unifié des poids et mesures — les modèles qu'ils élaborent et qu'ils s'emploient à mettre en vigueur, découpent et réorientent de façon sélective les axes autour desquels se constitueront les déclinaisons par les citoyens de l'unité révolutionnaire et de la nouvelle identité nationale. Tocqueville est conscient des effets de cette stratégie qui permet de réunir les représentations aux mœurs et aux comportements, lui qui intitule le chapitre VI du livre III de *L'Ancien Régime et la Révolution* : « De quelques pratiques à l'aide desquelles le gouvernement acheva l'éducation révolutionnaire du peuple ». Intitulé qui introduit bien à ce que nous nous proposons de discuter maintenant, de manière plus rapprochée : que le discours et les valeurs révolutionnaires entourant l'idée de nation comme les valeurs morales (patrie-liberté) et politiques (égalité-fraternité républicaine) qui la connotent se sont effectuées dans des pratiques dont j'ai pris pour paradigmatique tout à l'heure le cri de Valmy; que ces pratiques ne se sont pas formées fortuitement mais que le gouvernement révolutionnaire, de l'Assemblée Législative à la Convention et au Directoire, est intervenu consciemment dans la gestation de leur mise en œuvre.

Parmi les vecteurs principaux de l'édification révolutionnaire d'une nation vécue comme patrie et d'une patrie comprise comme nation, il faut compter le travail d'unification du droit préparé par la Convention et qui aboutira au Code Civil. Ses fondements théoriques sont donnés par le célèbre *Discours préliminaire* prononcé par Portalis pour la présentation devant le Conseil d'État du projet rédigé par la commission du gouvernement, le 1 pluviôse, an IX du « calendrier français », comme disait le Directoire. Aussi décisif, le travail de l'unification de la langue mené par l'infatigable Grégoire au sein du Comité d'instruction publique; son *Rapport sur la nécessité et les moyens d'anéantir les patois et d'universaliser l'usage de la langue française* du 16 prairial an II (4 juin 1794), en donne un aperçu. La systématisation des nouvelles lois régissant la société française; la normalisation de la langue et sa généralisation dans tous les coins du pays; la rationalisation et la « déchristianisation » du calendrier public, abolition, s'il en fut, du *temps* de l'Ancien Régime,

composent autant d'illustrations de cette volonté unitaire qui traverse de part en part la Révolution et de sa fonction idéologique : mouler les formes égalitaires de l'identité nationale. Ces innovations parmi d'autres, tout aussi importantes, se sont faites surtout sous l'impulsion et sous le contrôle d'une seule institution révolutionnaire, le Comité d'instruction publique, comptable comme tous les Comités de ses activités et de ses œuvres devant l'Assemblée nationale. Une lecture politique du large éventail des activités du Comité d'instruction publique nous permettra de conclure en mettant en évidence sa contribution décisive dans la constitution de l'identité nationale et la mise en place de structures pratiques d'homogénéisation des références culturelles. Son mandat ne comprenait-il pas, explicitement, en plus de l'organisation d'un système d'éducation nationale, celui des « spectacles et fêtes nationales » ? En 1794, après la suppression des ministères, on y ajoutera même une section nouvelle qu'administre la Commission exécutive de l'instruction publique : « les inventions et recherches scientifiques » ; parmi les plus célèbres, le télégraphe de Chappe et la « fabrication révolutionnaire du salpêtre » qui furent utilisés aussitôt à des fins militaires.

Les Révolutionnaires sont conscients du poids de l'éducation, ce « besoin de tous », dans la consécration sociale des changements politiques à travers la transformation des mœurs et des pratiques vécues. Le souvenir de Montesquieu (« les mœurs plus fortes que les lois »), d'Helvétius (« l'éducation fait l'homme »), *l'Encyclopédie*, tout Rousseau, sont là pour leur confirmer l'urgence de boucler au plus vite la boucle : l'éducation, pouvoir formateur de l'homme tout entier, physique et moral, et le pouvoir politique, inventeur de l'avenir, se donneront désormais la main pour établir un système d'*instruction publique* ; l'enseignement des Français ne pouvant plus être défini autrement que par leurs représentants, et par l'État auquel on remet le soin de faire jouir le peuple de ce qui va bientôt devenir, sous la République, un droit formel, le droit d'instruction (article XXII de la Déclaration de 1793). La Constitution votée en septembre 1791 range l'organisation de l'*instruction publique* parmi les *Dispositions fondamentales garanties par la Constitution* : « Il sera créé et organisé une Instruction publique commune à tous les ci-

toyens, gratuite à l'égard des parties d'enseignement indispensables pour tous les hommes et dont les établissements seront distribués graduellement, dans un rapport combiné avec la division du royaume. – Il sera établi des fêtes nationales pour conserver le souvenir de la Révolution française, entretenir la fraternité entre les citoyens, et les attacher à la Constitution, à la Patrie et aux lois ».

La *Disposition* de 91 couronnait en fait une réflexion dont les principes étaient contenus dans un volumineux *Rapport*, présenté par Talleyrand à la Constituante. Les députés en confièrent les suites à l'Assemblée législative qui se réunissait quelques jours plus tard. Entre le printemps 1789 (réunion des États généraux) et l'automne 1791 (réunion de l'Assemblée législative), l'éducation française reçoit un nouveau statut, qui la définit d'une manière systématique; quant aux enseignants ils sont transformés en fonctionnaires — ce qui, effectivement, « nationalise » le corps enseignant. La Législative, fidèle aux délibérations de la Constituante, crée formellement le Comité d'instruction publique le 14 octobre 1791. Il siégera dès lors sans interruption, à travers tous les orages de la Révolution, rendant compte tous les jeudis à l'Assemblée Nationale (par décret du 8 février 1793) de l'avancement de ses travaux, jusqu'au moment où Bonaparte en sonnera le glas. Parmi les premiers membres de ce comité, des nobles libéraux, Lacépède, Pastoret, Condorcet... et des scientifiques de tendance jacobine, Romme, Lazare Carnot... La Constitution de 93 confirmera la continuité de la politique éducative de la Révolution — elle est seule de son genre dont les centres de gravité se maintiennent sensiblement pareils après le tournant majeur de la République. L'article 122 place « une instruction commune » au nombre des objets garantis à tous les Français. Révolution et République confondent ainsi leurs discours dans cette même mission par rapport au « peuple » et aux « progrès de la raison publique » qu'elles revendiquent uniment comme héritières des Lumières. Le dernier rapport sur l'organisation de l'instruction publique est présenté à la Convention nationale, au nom du Comité d'instruction publique, par Daunou le 27 vendémiaire an IV. Il signale en même temps que la fin de cette mission, ce qui est perçu comme l'achèvement de la Révolution, et avec elle, le moment où les

institutions républicaines vont céder la place à un nouveau régime, celui de l'Empire. Le projet donne lieu à la loi du 3 brumaire an IV (25 octobre 1795), dite loi organique de l'instruction publique, qui sera adoptée le veille même de la dernière séance de la Convention nationale et de sa séparation. Le point d'orgue est alors apporté à ce qui constitua l'objet du plus grand nombre de rapports, de discours, de décrets à cette époque en même temps que la principale activité de ce Comité d'instruction publique, qui, des douze comités de la Convention, approcha le plus, à cet égard, celle du Salut public. Voici la conclusion du rapport de Daunou :

Représentants du peuple, après tant de secousses violentes, tant de soupçons inquiets, tant de guerres nécessaires, tant de défiances vertueuses; après cinq années si pleines de tourments, d'efforts et de sacrifices, le besoin le plus universellement senti est sans doute celui de la bienveillance, du rapprochement, de la réunion, du repos dans le sein des passions douces et des sentiments paisibles. Or, qui mieux que l'instruction publique exercera ce ministère de réconciliation générale ? [...] Oui, c'est aux lettres qu'il est réservé de finir la Révolution qu'elles ont commencée, d'éteindre tous les dissentiments, de rétablir la concorde entre tous ceux qui les cultivent; et l'on ne peut se dissimuler qu'en France, au XVIII^e siècle, et sous l'empire des lumières, la paix entre les hommes éclairés ne soit le signal de la paix du monde.

Le grand balai national

[Retour à la table des matières](#)

C'est le titre d'une estampe achetée à un des artistes dont s'occupait le Comité d'instruction publique et qui résume bien tant ses objectifs que son action. Mis à l'ordre régulier du jour des assemblées délibérantes, il leur propose non seulement des plans pour l'organisation de l'enseignement national, y compris, un moment, celui du jeune Dauphin, mais il rend compte aussi, après les mises en ordre et les recommandations appropriées, de tous les projets, de toutes les inventions, de toutes

les créations artistiques ou littéraires, de toutes les suggestions, de toutes les pétitions, de toutes les plaintes qu'il reçoit de la part des citoyens, modestes ou talentueux, riches ou démunis, sur les sujets les plus variés mais dont le dénominateur commun est de ressortir de l'intérêt public et de toucher à la vie quotidienne. Le Comité d'instruction publique a joué le rôle d'une véritable assemblée nationale, parallèle et populaire, où la « révolution culturelle » qu'il avait charge permanente de gérer s'exprime par ces voies multiples, parfois surprenantes, tel le mémoire de Pierre-Nicolas Sarrazin, costumier, qui adresse à « messieurs les représentants de la maison du comité d'instruction publique » l'esquisse d'un projet concernant « l'Enseignement par les Éléments, principes et pratiques dans les professions les plus utiles à la Société » et « l'Établissement d'une École gratuite pour l'enseignement de la Théorie et de la pratique de ces mêmes Arts et Métiers aux enfants à la charge de pauvres parents sans ressources ».

Le comité d'instruction publique, ses membres successifs, avec les inflexions particulières propres à l'ensemble de la politique des Assemblées, législative ou conventionnelle, dont ils dépendaient, a été constamment attentif à penser et à développer les moyens par lesquels l'homme éclairé pouvait se souder au citoyen libre dans un équilibre respectant le double impératif du bonheur individuel et de la prospérité commune. Ce rêve qui se trouvait dans les livres des philosophes des Lumières, le Comité, investi du mandat de l'Assemblée nationale, a entrepris de le transformer dans la réalité révolutionnaire. Orientées par l'effort de construire l'unité nationale et de donner à chaque individu les capacités nécessaires à sa propre souveraineté en même temps que les instruments de la nouvelle sociabilité, les activités du Comité se sont manifestées sur un double plan permettant à la société d'ouvrir les voies de sa propre transformation. Gage politique matérialisé et ferment symbolique du changement social, le Comité d'instruction publique est parvenu à forger les leviers privilégiés de cette transformation rapide et profonde des rapports sociaux qu'on attendait de lui.

Sur le premier front, la tâche de former un peuple régénéré engage un champ d'action, moral, économique et politique, où s'est effectué sous l'articulation de l'homme et du citoyen celle de la patrie à la nation. Chacun des grands plans que présentent les différents rapports du Comité, tentent de mettre en relation dynamique l'organisation d'un système d'instruction publique, universel et gratuit, avec la liberté et l'égalité, c'est-à-dire avec les droits fondamentaux du « peuple français ». Faite pour ce peuple et institué par lui, l'école révolutionnaire devient le premier lieu d'appartenance et de fidélité aux principes sur lesquels s'est bâti la nation. De même les fêtes scolaires devront renvoyer aux fêtes civiques et comme elles serviront à consolider le sentiment d'union et d'unité dans l'exaltation de l'amour de la patrie et de l'obéissance à ses lois. « Le premier but de l'instruction est d'établir entre les citoyens, dit dans son rapport de 1792, le premier président du Comité, Condorcet, une égalité de fait et de rendre réelle l'égalité politique reconnue par la loi » (in *Principaux rapports et projets de décrets des Comités d'instruction publique sous la Révolution*, J. Ayoub et M. Grenon, éd., Montréal, PUQ, 1992). Cette égalité rencontrant des limites on contiendra les distinctions sociales dans les bornes de l'utilité commune. La même éducation ne pouvant être partagée par la masse des individus, une instruction plus élevée sera donnée à la portion des citoyens à qui elle sera utile. La division en degrés de l'instruction est ainsi introduite. Elle est rapportée à la division du système de connaissances alors que la distribution des matières de l'enseignement est renvoyée aux besoins différents de la population appelée à fréquenter les lieux et les établissements où sera dispensé l'instruction. Cette distribution simultanée à partir de plusieurs foyers et la propagation sur un plus grand espace des principes de l'égalité et de la liberté répond à l'universalité, en même temps qu'à des raisons scientifiques et qu'à des préoccupations d'intérêt commun. La gratuité de l'enseignement veut, pour sa part, rendre tangible le principe d'égalité. Cette mesure vient, sur le modèle de la Nuit du 4 août, abolir les disparités entre enfants des classes pauvres et enfants des classes riches. De plus l'accessibilité de tous à l'instruction ouvre la voie à ses bienfaits et rend possible ses effets salutaires. La gratuité est une des armes les plus efficaces qu'aura trouvée le Comité d'instruction publique

pour accélérer le règne de l'égalité et pour réduire les inégalités sociales qui naissent de la fortune. « Jamais, comme le fait remarquer Condorcet, dans aucun pays la puissance publique n'aura ouvert à la partie pauvre du peuple une source si abondante de prospérité et d'instruction; jamais elle n'aurait employé de plus puissants moyens de maintenir l'égalité naturelle ».

Ce n'est pas tout. Une instruction publique étendue à tous relie les effets de l'égalité qui règle son organisation à ceux du principe de liberté appliqué à l'enseignement. La « puissance publique » s'engageant à réduire le plus largement possible l'ignorance permet par l'élargissement des connaissances au plus grand nombre possible de citoyens et par l'éducation de la raison, d'accéder à la liberté, à l'autonomie, à l'esprit critique. Ainsi éclairés les citoyens pourront mieux maintenir leur indépendance et défendre de manière raisonnée leur attachement à ces lois qui garantissent leurs droits fondamentaux. « Les hommes pour continuer à aimer les lois sans cesser d'être libres doivent conserver cette indépendance de la raison sans laquelle l'ardeur pour la liberté n'est qu'une passion et non une vertu », fait remarquer Condorcet. L'école révolutionnaire peut ainsi répondre adéquatement à la plainte de l'homme démuni que le rapport de Condorcet fait entendre à l'Assemblée nationale : « La loi m'assurait une entière égalité de droits, mais on me refuse les moyens de les connaître. Je ne dois dépendre que de la loi, mais mon ignorance me rend dépendant de tout ce qui m'entoure. On m'a bien appris dans mon enfance que j'avais besoin de savoir; mais forcé de travailler pour vivre, ces premières notions se sont bientôt effacées, et il ne m'en reste que la douleur de sentir dans mon ignorance non la volonté de la nature mais l'injustice de la société ». La conquête de la liberté politique se situe alors sur la même ligne que le développement de la raison et des connaissances, en particulier dans les matières morales et politiques. C'est ainsi que le peuple pourra véritablement en s'appuyant sur cette force toute puissante, l'activité libre de la raison, ne se laisser jamais, dans les termes du préambule de la Déclaration de 89, « ni opprimer ni avilir par la tyrannie ».

Les Comités révolutionnaires d'instruction publique ont ouvert un second front encore. Là s'y trouvent mobilisés, de nouveau, l'esprit et le cœur, le corps et les mœurs du citoyen, mais davantage encore les gestes de la vie. C'est sur ce plan où les Comités d'instruction publique redéfinissent le nouveau territoire commun que se détermine concrètement pour le citoyen, et peut-être plus profondément, son identité nationale et révolutionnaire. Un simple inventaire des objets de juridiction du Comité révèle une masse imposante de documents, de projets, de réglementations et de créations. On se contentera ici d'une rapide énumération pour en avoir une idée : la réforme du calendrier préparé par Romme; les règlements des fêtes nationales et pour tout ce qui touche à la symbolique de l'État (par exemple, la mise au concours des représentations du sceau de la République); la création d'un système métrique et de poids et mesures unifiés et celle des grandes Écoles révolutionnaires pour les temps de paix et pour les temps de guerre (Écoles centrales, normales, Polytechnique, les écoles de santé et d'agriculture, les écoles de Mars et les conservatoires des Arts et métiers); l'organisation de la production des livres élémentaires, de recueils des actions héroïques des citoyens, de conférences publiques dans les villes et villages; la formation dans chaque district des bibliothèques (y compris les règlements de prêt : il sera interdit par exemple de prêter aux jeunes gens des ouvrages licencieux) et de cabinets d'histoire naturelle sur l'exemple nouveau de la Bibliothèque Nationale et du Muséum; la lutte contre le vandalisme et la préservation comme l'accroissement du patrimoine national par toutes sortes de mesures; l'établissement des listes des pensionnaires de l'État et de secours aux personnes sans ressources ainsi que du traitement des instituteurs et des récompenses pour les gens de lettres et les artistes. On n'en finirait pas de tout rappeler. Ce qui se dégage de ces activités multiformes, c'est qu'à travers elles, les Comités se sont attaqués à tout ce qui règle chez les citoyens, de leur jeune âge à l'âge adulte et jusqu'à leur mort (l'inhumation est là encore codifiée), les pratiques usuelles, celles intimes et particulières comme celles plus générales. Il a atteint à travers elles les habitudes, les comportements, les croyances, les façons de s'amuser et jusqu'aux mœurs. Ce à quoi le Précepteur préparait Émile, et à un moindre degré Sophie, le Législateur l'étend maintenant à tous les Émile et à toutes les

Sophie qui forment le peuple français. La remarque de d'Holbach dans *l'Éthocratie* se trouve vérifiée : « On ne peut élever deux individus précisément de la même manière, mais on peut, en masse, donner un caractère uniforme à tout un peuple : il sera vil sous le despotisme, il sera noble et magnanime quand il jouira de la vraie liberté » (chap. X).

Tels ont été les moyens par lesquels les Comités d'instruction publique ont tenu le défi : instituer l'homme nouveau tel qu'il soit indissociablement aussi un citoyen. L'entreprise de régénération, ce maître-mot du pouvoir révolutionnaire qui s'allie aux principes de sa morale et de son économie, ne pouvait aboutir que par les voies d'une « éducation » commune orientée par la volonté de produire, cet homme, ce citoyen comme un homme complet. Au nom de l'utilité commune et des besoins répondant à la fonction sociale de chacun, elle a créé, dans les villes et les campagnes, les lieux nouveaux de l'éducation révolutionnaire, les moules institutionnels du peuple-nation qui venait de naître et a dessiné sous les pas de ses citoyens un espace et un temps social soigneusement quadrillés à l'horizon révolutionnaire. Le débat instruire-éduquer qui parcourt les grands rapports présentés à l'Assemblée nationale recoupe dans ses objectifs pédagogiques les fins de la politique des Révolutionnaires : ce nouvel homme a besoin pour être l'homme complet, du « guide » de l'instruction et du « flambeau » de l'éducation, tout ensemble. C'est la formule synthèse de Romme, président du Comité d'instruction publique sous la Convention, dans le *Rapport sur l'instruction publique considérée dans son ensemble* qu'il présente le 20 décembre 1792 à l'Assemblée (cf. *op. cit.*). Écoutons, avec lui, comment s'enlève cette figure que l'institution révolutionnaire renvoie à la République, véritablement libre et affranchie, digne des efforts et des lois que la nation lui prépare :

Une bonne instruction publique assurera à la société de bon fils, de bons époux et de bons pères; à la liberté et à l'égalité, des amis ardents et des défenseurs fidèles; au corps politique, des fonctionnaires éclairés, courageux et dévoués à leurs devoirs [...] L'instruction publique éclairera l'opinion, aidera à la volonté générale, et par elle améliorera toutes les institutions sociales. Elle doit répandre surtout cet amour sacré de la patrie qui vivifie, unit tout, pour tout embellir et tout fortifier et assurer aux citoyens, par la concorde et la fra-

ternité, tous les avantages d’une grande association. La constitution donnera à la nation une existence politique et sociale, l’instruction publique lui donnera une existence morale et intellectuelle. Ainsi que le corps humain, le corps social aura l’organe de ses pensées, de ses conceptions, qui produira partout la vie et le bonheur.

Josiane Boulad-Ayoub
Département de philosophie,
Université du Québec à Montréal